

Séminaire de recherche

L'aide internationale en « crise » ? Mise en controverse des politiques d'aide et reconfiguration des luttes développementalistes

Équipe coordinatrice : Téoman Gonen (Sciences Po Aix – Mesopolhis), Lucas Faure (ULB – Germe / Sciences Po Aix – Mesopolhis), Nathalie Ferrière (Sciences Po Aix – AMSE), Simon Mangon (Sciences Po Aix – Mesopolhis), Dilek Yankaya (Sciences Po Aix – Mesopolhis).

Le début du deuxième mandat de Donald Trump peut-il sonner la fin de l'aide internationale ? Au mois de février 2025, le président Trump a annoncé le gel de l'aide internationale américaine ainsi que la fermeture, pour 90 jours, de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Cette décision interpelle dans un contexte de multiplication et d'aggravation des crises humanitaires et des catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique, rendant l'aide internationale – d'urgence et de développement – d'autant plus importante. L'administration états-unienne la justifie par des arguments à la fois politiques, économiques et idéologiques : une stratégie de réduction brutale des dépenses publiques, une critique du manque d'efficacité et de transparence de cette politique publique tournée vers l'étranger, une volonté de reprendre le contrôle sur des organisations jugées trop « indépendantes » et accusées de promouvoir une idéologie « woke ».

La suspension des programmes américains ébranle le secteur de l'humanitaire et du développement, fortement dépendant des États-Unis, d'autant plus qu'elle s'ajoute à de précédentes annonces de réduction de l'aide au développement de plusieurs pays européens (Suède, Pays-Bas, Allemagne), parmi lesquels la France se distingue avec une baisse prévue de 34% en 2025. Ces annonces récentes ravivent ainsi des débats récurrents, parfois anciens, sur l'aide internationale, son utilité et sa possible instrumentalisation politique. Pourtant, en dépit de critiques particulièrement virulentes et de crises récurrentes, force est de constater que le monde de l'aide internationale a toujours su se maintenir.

Ce séminaire de recherche ambitionne donc de prendre au sérieux ce discours sur la fin de l'aide internationale et d'étudier les controverses et les luttes, passées comme contemporaines, qui la traversent. En effet, l'aide internationale, en progression quasi constante depuis la fin de la Guerre froide, est inhérente à la fabrique de la gouvernance du monde contemporain. Elle est également au cœur du développement des États modernes, non seulement de ceux dits « sous régime d'aide », mais aussi des États bailleurs. Des travaux montrent comment les

rapports conflictuels hérités de la colonisation ont perduré dans la période post-coloniale à travers les politiques d'aide, et comment d'anciens gouverneurs coloniaux ont occupé des responsabilités politiques, techniques et administratives dans les États du Nord et dans les organisations multilatérales, notamment l'Union européenne (Dimier, Stockwell, 2020 ; Dimier, 2014). Il semble alors pertinent d'interroger les effets concrets des mutations des politiques d'aide sur les États contemporains bénéficiaires et donateurs, sur les rapports entre ceux-ci et sur les modalités de fonctionnement des structures intergouvernementales.

Ces perspectives d'explorations présentent d'intéressants enjeux stratégiques dans la mesure où cette « crise » actuelle de l'aide internationale touche principalement les donateurs du Nord, alors que les bailleurs dits « émergents » (Chine, Turquie, Qatar et autres) se positionnent comme les nouveaux financeurs et opérateurs des projets de développement (Dreher et al., 2022), tout en se faisant les promoteurs d'une dynamique « Sud-Sud » émancipée des logiques néocoloniales. S'intéresser à cette « crise » de l'aide présente un fort intérêt aussi parce que les décisions prises par des élites nationales pour réduire les budgets qui lui sont accordés, mettent en lumière les ancrages locaux et conflictuels des politiques d'aide. La littérature a bien montré que la fabrique et la mise en œuvre de ces dispositifs font l'objet de luttes locales, dans les pays « bailleurs » et « bénéficiaires ». À titre d'exemple, aux États-Unis, les budgets alloués à l'agence USAID et ses programmes d'aide ont provoqué de vifs débats entre Républicains et Démocrates depuis la fin de la Guerre froide (Fleck, Kilby, 2001). Ces dynamiques témoignent des configurations relationnelles de l'aide internationale où entrent en conflit – ou en complémentarité – les logiques des gouvernements nationaux et les politiques mondiales.

Les critiques faites à l'aide internationale sont donc à réinscrire dans le temps long et dans les configurations intersectorielles et transnationales, afin de mieux comprendre les transformations récentes d'un secteur en pleine mutation, les débats qui le traversent, et les luttes qui l'animent. Pour ce faire, nous adopterons une méthodologie orientée vers la « configuration développementiste », selon la formule d'Olivier de Sardan (2001), autrement dit en prenant en compte l'ensemble des acteurs de l'aide, celles et ceux qui en vivent, la financent, la mettent en œuvre ou en bénéficient. Observer les formes variées de reconfiguration de ce monde social transnational appelle à une démarche d'enquête multi-située et symétrique, tournée à la fois vers les pays donateurs et bénéficiaires (Atlani-Duault, 2005), en analysant les différentes arènes de l'aide : bailleurs de fonds, organisations internationales, opérateurs de l'aide, ONG, associations locales, etc. Ce séminaire est ainsi ouvert aux propositions de communications s'inscrivant dans une approche pluridisciplinaire et empirique sur l'aide internationale et utilisant des outils de la science politique, de l'économie, de l'histoire, de la sociologie, de l'anthropologie, de la géographie. Nous proposons d'interroger les reconfigurations de l'aide internationale au XXI^{ème} siècle selon deux axes principaux : la mise en controverse – passée et contemporaine – de l'aide internationale ainsi que ses effets, puis l'aide internationale comme un espace transnational de luttes.

Axe 1 - Mises en controverses passées et contemporaines de l'aide internationale

Un premier axe interroge les mises en controverses des politiques d'aide internationale. Celles-ci sont aussi anciennes que l'aide elle-même, émanant d'une diversité d'acteurs et portent autant sur les acteurs de l'aide que sur ses modalités. L'aide internationale a d'abord fait l'objet de rapports de force internationaux entre bailleurs du Nord pour faire perdurer les relations économiques et politiques du passé colonial (Dimier, 2014). Des pays émergents, dits des « Suds », sont ensuite venus concurrencer les bailleurs traditionnels en présentant un nouveau discours de développementalisme solidaire, orienté vers d'autres spécialités sectorielles et traversé par des ambitions d'implantation géographique (Bergamaschi et al., 2017). Les objectifs de l'aide ont divisé les experts, les élites et les militants du terrain. Par ailleurs, ses modalités, elles aussi, ont provoqué des jeux d'alliance et de confrontation entre les bailleurs, des intermédiaires formels et informels et des bénéficiaires (De Sardan, 2014).

Parmi les controverses les plus fréquentes, nous reviendrons sur les questions de l'efficacité de l'aide et de ses effets. Les débats autour du manque de transparence et de redevabilité de ces politiques publiques ont provoqué l'émergence de nouvelles normes et pratiques adoptées par les acteurs de l'aide. Ainsi, les ONG sont soumises à une injonction constante à l'évaluation de leurs activités, à la « capitalisation » de leurs expériences (Enten, Feuvrier, Oliveira, 2020), à la mise en place « d'outils qualité » (Regueiro, 2020), à la mesure de leur « impact » sur la société, l'outil statistique prenant un rôle central dans ces nouvelles pratiques (Cusso, 2012 ; Parizet, 2015 ; Samuel, Nubukpo, 2020). Ces dynamiques donnent à voir la managérialisation croissante des ONG, le secteur de l'aide n'échappant pas aux logiques du *New Public Management* (Doligez, 2020).

Comme d'autres administrations, celle de l'aide internationale est accusée de lourdeur bureaucratique traversée par une forme d'inertie et d'une incapacité à se réformer. Selon le discours néolibéral aujourd'hui dominant, il conviendrait de la rendre plus flexible, souple et efficace. Pourtant, plusieurs travaux ont justement démontré la capacité des organisations internationales à se transformer pour survivre (Nay, Petiteville, 2011), à faire preuve d'autocritique pour améliorer leurs actions (Rambaud, 2009), et à initier un tournant participatif pour s'ouvrir aux sociétés civiles et acteurs non étatiques (Lagrange, Marieke, Nay, 2022 ; Guilbaud, 2022). Par ailleurs, c'est également la dimension politique de l'aide qui fait débat. Selon Donald Trump et d'autres représentants de gouvernements européens de droite et d'extrême droite, l'aide serait le vecteur d'une idéologie « woke ». Ces attaques viennent raviver des critiques historiques : l'aide comme instrument d'un « agenda occidental », d'une « idéologie des droits de l'homme », d'une « théorie des genres », voire de promotion d'une certaine « vérité » sur le monde. Nous pourrions revenir sur les ambiguïtés et les paradoxes relevés par ces critiques faites à l'aide internationale, parfois accusée de représenter un bras armé de gouvernements occidentaux, un outil impérialiste censé permettre l'exercice d'une influence néocoloniale, ou au contraire perçue comme un secteur hors de contrôle des gouvernements, animé par des organisations jugées trop indépendantes. Ces débats nous donnent l'occasion de repenser les dynamiques paradoxales, mais souvent synchrones de

politisation et de dépolitisation qui régissent les processus de l'aide internationale (Ferguson, 1990 ; Marieke, Martens, 2020 ; Grajales, Saiget, 2022). En dépit des critiques, perdure la force de conviction du grand récit développementaliste selon lequel il serait possible d'éliminer la faim et la pauvreté tout en rassemblant les nations du monde dans le progrès, la démocratie et le bien-être (Rist, 2022). Alors, dans quelle mesure les nouvelles mises en controverse de l'aide internationale portent-elles atteintes à ses idéaux ? De quelle manière les mondes de l'aide internationale pourraient-ils réagir à celles-ci ?

Le premier axe cherche des réponses à ces questions à l'aune des conflictualités et divisions historiques et nouvelles de l'aide, qu'elles viennent des pays donateurs ou bénéficiaires, de l'extérieur ou des acteurs du secteur, du monde académique ou du champ politique. Comment ces mises en défis, et les réajustements qu'elles suscitent, transforment-ils les représentations et les matérialités de l'aide ? Il s'agira donc d'interroger l'autonomie de l'espace de l'aide internationale, d'observer ses interactions avec divers espaces politiques et les différents usages qui en sont faits selon les contextes nationaux et historiques.

Axe 2 - L'aide internationale comme espace de luttes

Le deuxième axe propose d'étudier les continuations et les mutations des luttes en rapport avec les recompositions institutionnelles, matérielles et symboliques de l'aide internationale.

L'aide au développement est une catégorie d'action internationale elle-même conçue comme une politique de luttes : lutte contre la pauvreté, contre la famine, les épidémies, les inégalités, les instabilités, en somme autant de « bonnes » luttes portées par les communautés internationales. Or, au-delà de ce discours universalisant et de ses fondations morales, la genèse de l'aide internationale est ancrée dans des inégalités sociales et structurée par le maintien des hiérarchies internationales. Loin de neutraliser les tensions ou de réduire les inégalités, l'aide internationale contribue à en produire de nouvelles. Dans la continuité d'autres travaux, il paraît alors intéressant d'analyser les mondes de l'aide internationale comme un espace fragmenté et traversé par des rapports de force locaux et transnationaux, par des conflits de multiples formes ainsi que des dynamiques d'interdépendance (Hibou, Bono, 2017 ; Lavigne Delville, Frésia, 2018).

L'un des objets majeurs de conflit est l'accès aux financements. Après l'annonce du gel de l'aide du premier donateur mondial et la réduction du budget de nombreux États européens, l'enjeu du financement ressurgit. Quelles sont les conséquences concrètes de cette baisse des financements ? Quelles sont les stratégies adoptées par les acteurs de l'aide pour y faire face ? Et plus largement, quels sont les nouveaux rapports de force entre donateurs au sein du secteur ? Ce recul des acteurs historiques laisse-t-il une place plus importante aux acteurs dits « émergents », mais qui ne le sont plus aujourd'hui, tels que la Chine, la Turquie, le Brésil ou les Émirats arabes unis ? Par ailleurs, comment ces nouvelles concurrences participent-elles au renforcement du processus de privatisation de l'aide internationale, voire à sa marchandisation

? Le recul des bailleurs publics offre-t-il une plus grande place à des acteurs privés animés par d'autres intérêts ?

Il s'agit aussi d'observer la manière dont l'aide internationale est prise dans des luttes politiques et partisans. Du côté des pays « bénéficiaires » où plusieurs gouvernements de pays des Suds refusent une aide proposée par d'autres États, comme l'illustre le cas du rejet de l'aide française par les autorités marocaines après le séisme de septembre 2023. Du côté des pays donateurs, de plus en plus de gouvernements libéraux, de droite ou d'extrême droite, en viennent à questionner explicitement le bien-fondé de l'aide internationale notamment dans ses dimensions égalitaires, écologiques et humanitaires, et souvent pour justifier d'autres projets de société selon des logiques sécuritaires. Ces critiques se doublent d'attaques plus violentes et directes à l'égard du système de l'aide, ses institutions nationales et transnationales qui deviennent des espaces d'expression de ces luttes politiques. Le cas le plus récent et explicite est certainement celui du gouvernement israélien qui multiplie les accusations contre les agences onusiennes, et notamment l'UNRWA, allant jusqu'à accuser l'organisation d'être complice du Hamas. En plus des institutions, deux composantes fondamentales de l'aide – le personnel humanitaire et le droit humanitaire – sont au cœur des attaques physiques et symboliques, comme l'illustrent le blocage de l'aide dans la bande de Gaza et les frappes de l'armée israélienne ayant causé la mort de plus de 300 acteurs de l'humanitaire.

Enfin, nous souhaitons également explorer ce que ces luttes font concrètement aux modalités de gouvernement des publics « vulnérables »¹. Ces remises en question participent à de nouvelles mises en problèmes publics des populations tributaires de l'aide alors qu'elles se trouvent souvent dans des situations de grande précarité sociale. Cette stigmatisation semble opérer de manière globale : par ces reproches au système de l'aide, c'est en réalité les politiques publiques et sociales qui sont remises en cause, que ce soit pour des populations défavorisées à l'étranger ou sur le territoire national. Que nous dit cette crise de l'aide internationale du traitement des vulnérabilités, réelles ou possibles, dans nos sociétés ?

À la suite du séminaire « Croyance et développement » (2020-2023) organisé au sein du laboratoire Mesopolhis, ces interrogations actuelles nous incitent à explorer de nouveaux terrains ou à réinvestir des terrains classiques de l'ethnographie de l'aide internationale. Ainsi, il pourrait s'agir d'étudier les rapports entre politiques partisans, politiques publiques et politiques d'aide internationale; les modalités et les effets d'interdépendance des acteurs de l'aide internationale (ONG, organisations internationales, associations) et des catégories d'élites nationales (politiques, économiques, experts) ; les rapports de pouvoir structurant les pratiques concrètes de l'aide internationale (gros/petits et anciens/nouveaux donateurs, intermédiaires, bénéficiaires, etc.).

¹ Faure Lucas & Parizet Raphaëlle, 2024, « Le gouvernement associatif des publics vulnérables », Journée d'études, IEP de Fontainebleau, 22 mars 2024.

Modalités d'organisation du séminaire

Ce séminaire aura lieu à partir de mai 2025 à raison d'une séance mensuelle au sein du laboratoire Mesopolhis à Aix-en-Provence. Les échanges se dérouleront en format hybride. Les propositions de communications (d'une à deux pages maximum) sont **attendues avant le 14 avril 2025** à l'adresse mail **GRaideinter@gmail.com**. Elles veilleront à préciser l'axe dans lequel elles s'inscrivent et à accorder un fort ancrage empirique à la démonstration.

Bibliographie indicative

ATLANI-DUAULT Laëtitia, 2005, *Au bonheur des autres : anthropologie de l'aide humanitaire*, Paris, Société d'ethnologie.

BERGAMASCHI Isaline, MOORE Phoebe & TICKNER Arlene B. (ed.), 2017, *South-South cooperation beyond the myths: Rising donors, new aid practices?*, Springer.

BONO Irene & HIBOU Béatrice, 2017, « Le développement comme champ de bataille », *International Development Policy / Revue internationale de politique de développement*, n° 8.

CUSSO Roser, 2012, « L'activité statistique de l'Organisation économique et financière de la Société des Nations. Un nouveau lien entre pouvoir et quantification », *Histoire & mesure*, vol. XXVII (2).

DIMIER Véronique, 2014, *The invention of a European development aid bureaucracy: Recycling empire*, Springer.

DIMIER, Véronique & STOCKWELL, Sarah (ed.), 2020, *The business of development in post-colonial Africa*. Palgrave Macmillan.

DOLIGEZ François, 2020, « L'aide au développement à l'épreuve des stratégies absurdes », *Revue internationale des études du développement*, n° 241 (1), p.87-111.

DREHER, Axel, FUCHS, Andreas, PARKS, Bradley, STRANGE, Austin, & TIERNEY, Michael, 2022, *Banking on Beijing: The Aims and Impacts of China's Overseas Development Program*. Cambridge: Cambridge University Press. doi:10.1017/9781108564496

ENTEN François, FEUVRIER Marthe-Valère & OLIVEIRA Ana Maria, 2020, « De la capitalisation des expériences au sein des organisations de l'aide internationale Entre standardisation et approches "sur mesure" », *Revue internationale des études du développement*, n° 241(1), p. 189-211.

FAURE Lucas, YANKAYA Dilek, FERRIERE Nathalie, 2022 « Les acteurs confessionnels du développement », *Critique internationale*, n°96 (1).

FERGUSON James, 1990, *The Anti-politics Machine: Development, Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press.

FLECK Robert K. & KILBY Christopher, 2001, « Foreign aid and domestic politics: Voting in congress and the allocation of USAID contracts across congressional districts », *Southern Economic Journal*, vol. 67, no 3, p. 598-617.

GUILBAUD Auriane, 2022, « La réforme des organisations internationales de développement par le « modèle des parties prenantes ». Les effets d'un double mouvement contradictoire sur la contestation transnationale », *Cultures & Conflits*, n° 126/2, p.19-40

GRAJALES Jacobo, SAIGET Marie, 2022, « Repolitiser l'étude de l'aide au développement », *Cultures & Conflits*, n° 126/2, p. 7-18.

LAGRANGE Delphine, MARIEKE Louis, NAY Olivier (dir.), 2021, *Le tournant social de l'international*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

LAVIGNE-DELVILLE Philippe, FRESIA Marion, 2018, *Au cœur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Paris, Karthala.

MARIEKE Louis & MAERTENS Lucile, 2021, *Why International Organizations Hate Politics. Depoliticizing the World*, Routledge.

NAY Olivier & PETITEVILLE Franck, 2011, « Éléments pour une sociologie du changement dans les organisations internationales », *Critique internationale*, n° 53(4), p. 9-20.

NÚÑEZ REGUEIRO Santiago, 2020, « Énoncer la qualité dans les ONG. Étude empirique de la mise en place d'outils "qualité" », *Revue internationale des études du développement*, n° 241(1), p. 113-139.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2001, « Les trois approches en anthropologie du développement », *Tiers Monde*, n°168, p. 729-754.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2014, « La manne, les normes et les soupçons : Les contradictions de l'aide vue d'en bas », *Revue Tiers Monde*, 2014, n° 3, p. 197-215.

PARIZET Raphaëlle, 2015, *Les paradoxes du développement. Sociologie politique des dispositifs de normalisation des populations indiennes au Mexique*, Paris, Dalloz.

PETITEVILLE Franck, 2017, « La politisation résiliente des organisations internationales », *Critique internationale*, n° 76 (3), p. 9-19.

RAMBAUD Elsa, 2009, « L'organisation sociale de la critique à Médecins sans frontières ». *Revue française de science politique*, n°59 (4), p.723-756

RIST Gilbert, 2022, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale. 4e édition revue et augmentée*. Presses de Sciences Po.

SAMUEL Boris & NUBUKPO Kako, 2020, « Tournant néolibéral et consolidation de la bureaucratie transnationale. Note de recherche sur les statisticiens et économistes en Afrique de l'Ouest francophone », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 234 (4), p. 50-65.